
AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE [PUBLICITE]

MAITRE DE L'OUVRAGE

CACL (COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CENTRE LITTORAL)

4, Esplanade de la Cité d'Affaire CS 36029

97357 MATOURY CEDEX

OBJET DU MARCHE

SIGNALISATION ROUTIERE HORIZONTALE DES POINTS D'ARRET DU RESEAU AGGLO'BUS DE LA CACL.

REMISE DES OFFRES

09/08/2024

HEURE LIMITE DE RECEPTION

12:00 (Heure de Guyane)

MARCHE N°



Pouvoir adjudicateur :

Désignation :

CACL (Communauté d'Agglomération du Centre Littoral)

4, Esplanade de la Cité d'Affaire

CS 36029

97357 MATOURY CEDEX

Téléphone : 0594282828

Adresse internet : <https://www.cacl-guyane.fr>E-Mail : infos@cacl-guyane.fr

Statut : Communauté d'agglomération

Activité(s) principale(s) :

- Services généraux des administrations publiques
- Environnement
- Affaires économiques et financières
- Logement et développement collectif
- Transport

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr/perso/CACL-Matoury>

L'avis concerne un accord-cadre.

Objet de l'accord-cadre :

TRAVAUX - Signalisation routière horizontale des points d'arrêt du réseau Agglo'bus de la CACL.

Accord-cadre couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

Forme de l'accord-cadre : Accord-cadre

Type d'accord-cadre de travaux : Exécution

Lieu principal d'exécution :

6 Communes de la CACL

Code NUTS : FRY30

CPV global à la consultation**CPV principal : 45233294**

Conformément aux articles R2111-16 et R2111-17 du code de la commande publique, les prestations ou produits demandés devront avoir des performances environnementales équivalentes à celles définies par le - Ne pas intégrer dans les formulations d'éther de glycol dangereux ou susceptibles de l'être

- Ne pas intégrer dans les formulations de substances dangereuses

- Avoir une teneur réduite en C.O.V (Composé organique Volatil) soit inférieur à 80g/Kg de produit fini et en hydrocarbures aromatiques selon les caractéristiques certifiées NF 331. Les candidats préciseront dans leur offre comment les prestations ou produits satisfont aux critères définis dans l'écolabel ou équivalents.

Le processus de fabrication des produits ou des services, objet du présent accord-cadre, doit avoir un impact réduit sur l'environnement. Le processus de fabrication devra respecter les exigences suivantes : L'ensemble des fournitures utilisées devra être de première qualité et être certifié conformément aux normes vigueur.

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Dévolution en accord-cadre unique.

Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 600 000.00 euros HT.

Il n'est pas prévu de variantes exigées et les variantes ne sont pas autorisées.

L'accord-cadre a une durée prévisionnelle de 48 mois.

Une retenue de garantie est prévue. Son taux par rapport au montant de l'accord-cadre est de 5 %

Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou éventuellement une caution personnelle et solidaire.

Une avance est prévue pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000.00 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Il n'est pas exigé de garantie pour le remboursement de l'avance.

Présentation de candidature :

Dépôt classique: La candidature peut être faite au moyen des formulaires DC1 et DC2 (formulaires à jour sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou du DUME (document unique de marché européen, voir site :<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>).

Conditions de participation et moyens de preuve acceptables :

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

Aptitude :

- L'opérateur économique doit être inscrit sur un registre professionnel ou sur un registre du commerce suivant : Registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers
- **Capacité économique et financière :**
- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- **Capacité technique et professionnelle :**
- Mention des références travaux sur une période de 3 ans.
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même
- Indication par l'opérateur économique des mesures de gestion environnementale que celui-ci pourra appliquer lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Procédure : MAPA ouvert

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans les documents de la consultation.

Renseignements d'ordre administratif :

Numéro de référence de l'accord-cadre : CACL/DAH/Mobilité/02/2024

La présente consultation est une consultation initiale.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 05/07/2024

Date limite de réception des offres : 09/08/2024 à 12:00

Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Délivrance du DCE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur.

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.

Règlement par acomptes mensuels.

Modalités de financement des prestations : sur fonds propres.

Avis périodique :

Il ne s'agit pas d'un accord-cadre périodique.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire de l'accord-cadre : Après attribution, aucune forme de groupement ne sera exigée.

La même entreprise ne peut pas présenter pour l'accord-cadre ou un de ses lots plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Cayenne

7 rue Schœlcher

BP 5030

97305 CAYENNE CEDEX

GUYANE FRANCAISE

Tél: +594 594 25 49

Fax : +594 594 25 49 71

Courriel: greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Adresse Internet (URL): <http://cayenne.tribunal-administratif.fr/>

Service pour renseignements sur recours

Tribunal Administratif de Cayenne

7 rue Schœlcher

BP 5030

97305 CAYENNE CEDEX GUYANE FRANCAISE

Tél: +594 594 25 49

fax : +594 594 25 49 71

Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Adresse Internet (URL): <http://cayenne.tribunal-administratif.fr/>

Conditions de remise des candidatures

La transmission des candidatures se fait obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr/perso/CACL-Matoury>.

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

La remise des candidatures contre récépissé n'est pas autorisée.

La présentation d'une candidature sous forme d'un support physique électronique n'est pas autorisée.

L'envoi des candidatures par voie postale n'est pas autorisé.

Signature des documents transmis par le candidat

L'acheteur exige que les opérateurs économiques signent électroniquement le DUME (électronique) ou documents équivalents (DC1 et DC2).

Il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

En cas de groupement l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation (copie de la convention de groupement ou acte spécifique d'habilitation). Ce document d'habilitation, transmis électroniquement à l'acheteur, est signé par les autres membres du groupement. Cette signature peut être électronique. Elle peut aussi être manuscrite et le document d'habilitation scanné, dans ce cas l'original pourra être exigé par l'acheteur en cas d'attribution.

L'obligation de signature électronique se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Autres Informations

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables.

Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des plis.

Adresse de retrait des dossiers :

Le retrait des dossiers se fait obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr/perso/CACL-Matoury>.

